

République tchèque

Commission – Migration

Problématique: “Comment accueillir et/ou gérer l’arrivée de nouveaux migrants et réfugiés vers l’UE, notamment les femmes, les enfants, les personnes LGTBIQ en plus grande situation de vulnérabilité ?”

République Tchèque est une république parlementaire dirigée par un chef de gouvernement (le Premier ministre), et par un chef d’État (le président). Le pays est né en 1993 de la scission de la Tchécoslovaquie en deux pays: la Tchéquie et la Slovaquie. Le président actuel est Petr Pavel, candidat indépendant qui bénéficie du soutien de la coalition de centre droit Ensemble (ODS, KDU-ČSL et TOP 09), et le Premier ministre est Petr Fiala, membre du Parti démocratique civique (ODS). Les dernières élections présidentielles se sont tenues les 27 et 28 janvier 2023. Une des questions qui intéresse la République tchèque est comment accueillir et/ou gérer l’arrivée de nouveaux migrants et réfugiés vers l’UE, notamment les femmes, les enfants, les personnes LGBTQ+ en plus grande situation de vulnérabilité?

L’arrivée de nouveaux migrants et réfugiés en République tchèque soulève plusieurs enjeux, notamment l’intégration, puisqu’ils doivent s’adapter à une nouvelle culture, apprendre une nouvelle langue et trouver un emploi; la discrimination, engendrée par des attitudes hostiles, des préjugés et des discriminations sur le marché du travail et dans d’autres domaines de la vie; l’accès aux soins de santé et à l’éducation, dont les éléments mentionnés précédemment peuvent également découler sur certaines restrictions; la politique d’asile, assez restrictive; ainsi que la coopération internationale, nécessaire pour garantir une gestion efficace et équitable de la migration. Or, l’intensification des flux migratoires peut mettre une pression sur les infrastructures, provoquer des tensions sociales, exercer une pression sur le marché du travail et entraîner des coûts financiers pour la République tchèque. Ces impacts potentiels peuvent être atténués par une gestion efficace de l’arrivée des migrants et une intégration harmonieuse dans la société tchèque.

La République tchèque estime que la politique de migration doit être principalement axée sur la sécurité et la protection des frontières de l’UE. Le pays estime que les mesures visant à renforcer les contrôles aux frontières et à lutter contre l’immigration illégale sont essentielles pour garantir la sécurité des citoyens européens et que l’UE devrait aider les pays tiers à améliorer leur gestion de la migration, afin de réduire le nombre de migrants qui cherchent à se rendre en Europe. La répartition de la politique migratoire de l’UE est également un élément qui porte à débat. En effet, la Tchéquie estime que chaque pays devrait être libre de déterminer le nombre de migrants qu’il est prêt à accueillir.

La République tchèque a cependant signé plusieurs accords sur la migration, notamment au niveau européen et international. Elle est signataire de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés qui établit les droits et les obligations des réfugiés et des États dans leur traitement. La République tchèque est donc tenue de protéger les réfugiés et de respecter leurs droits fondamentaux. Elle est également signataire du Traité d’Amsterdam de 1997 qui a renforcé la coopération entre les États membres de l’Union européenne (UE) en matière de justice et d’affaires intérieures, y compris la gestion de la migration et des réfugiés. La République tchèque est également tenue de respecter la directive de l’UE sur l’accueil des demandeurs d’asile, qui établit les normes minimales pour l’accueil des demandeurs d’asile dans les États membres de l’UE. Enfin, la République tchèque a signé un accord de coopération en matière de migration avec l’Ukraine en 2017. Cet accord vise à faciliter la gestion de la migration et des réfugiés entre les deux pays, en améliorant la protection des droits des migrants et des réfugiés. Il est difficile de dire avec certitude si le nombre de migrants ukrainiens en République tchèque a augmenté depuis l’invasion russe de l’Ukraine en 2022, car il n’existe pas encore de données officielles sur ce sujet, mais il est fort probable que ce soit le cas.

Il convient de noter que l'arrivée de migrants et de réfugiés en République tchèque est un sujet controversé dans le pays. Ce dernier a d'ailleurs exprimé des réserves sur certaines politiques de l'UE en matière de migration et de réfugiés, et a adopté une politique relativement restrictive à l'égard de la migration et de l'asile.

La République tchèque a mis en place plusieurs solutions en matière de migrations, notamment le développement de politiques de renforcement des frontières pour empêcher les migrants d'entrer dans le pays de manière irrégulière. Elle a également mis en place des contrôles aux frontières et des patrouilles pour lutter contre la migration illégale. Bien que la République tchèque ait été réticente à accepter des quotas obligatoires de réinstallation de réfugiés de l'Union européenne, elle a proposé son propre programme de réinstallation volontaire pour les chrétiens et les Yézidis de Syrie et d'Irak, qui a été critiqué pour son manque de transparence et d'efficacité. Elle a également mis en place des programmes d'intégration pour aider les migrants à s'adapter à la vie en République tchèque, notamment en offrant des cours de langue et des programmes de formation professionnelle. Mais a cependant pris des mesures pour décourager les demandes d'asile, en réduisant les avantages sociaux pour les personnes recherchant cette aide et en resserrant les critères pour l'obtention de l'asile.

Certaines de ces mesures ont été critiquées pour leur manque de respect des droits des migrants et pour leur inefficacité à résoudre les problèmes de migration en République tchèque.

La République tchèque a une tendance politique relativement conservatrice en ce qui concerne les migrations. Le gouvernement tchèque a souvent été critique envers l'Union européenne en ce qui concerne sa politique d'accueil des migrants, et a exprimé des réserves sur les quotas de réinstallation des réfugiés proposés par l'UE. En 2015, la République tchèque a été l'un des pays les plus réticents à accueillir des réfugiés, et a refusé de participer aux quotas obligatoires de l'UE pour la relocalisation des demandeurs d'asile. En 2018, la République tchèque a annoncé qu'elle ne signerait pas le Pacte mondial sur les migrations de l'ONU, affirmant que le pacte était contraire aux intérêts nationaux de la République tchèque. Cependant, il convient de noter que certaines villes et régions du pays ont pris des mesures pour accueillir et intégrer les migrants de manière plus proactive. De plus, le nouveau président se présente ouvertement europhile ce qui pourrait mener à de nouvelles décisions concernant la politique migratoire de la République tchèque.